

**Investissons en éducation**  
**Lettre ouverte des syndicats régionaux membres de la Fédération des  
enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)**

Comme tous les services publics, l'éducation supérieure a été considérée « service essentiel » en temps de pandémie. Toutefois, depuis trente ans, les gouvernements successifs ont très peu pris soin des missions essentielles de l'État. L'enseignement, au cégep comme à l'université, n'a pas fait exception.

De même que pour la majorité des employées et employés de l'état, la tâche de celles et ceux qui forment le Québec de demain s'est beaucoup alourdie avec la pandémie. Nous la combattons, mais voyons qu'elle aggrave des problèmes déjà existants, des problèmes que les politiques d'austérité ont contribué à amplifier au fil des années.

La crise sanitaire a un impact très important sur la motivation de milliers de nos étudiantes et étudiants de même que sur leur santé mentale. Il en va ainsi, aussi, pour les personnes qui leur enseignent et contribuent à leur diplomation.

Les inégalités et les problèmes déjà présents ont été mis en lumière par la crise que nous vivons. La pénurie de main-d'œuvre dans le secteur public aggravée par la dégradation constante des conditions de travail doit être renversée. Cela doit être une priorité pour n'importe quel gouvernement désireux de soutenir les services publics.

À quelques semaines du prochain budget, nous demandons au gouvernement de se donner les moyens de favoriser la réussite étudiante, condition essentielle au développement de notre richesse collective. Nous demandons publiquement à la députation régionale, M. Pierre Dufour, ministre régional, Mme Suzanne Blais, députée caquiste d'Abitibi-Ouest de même qu'à Mme Émilise Lessard-Terrien, députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, de faire pression sur le gouvernement pour investir massivement dans les services publics. L'avenir de la société québécoise sera meilleur si on se donne les moyens d'agir. Il ne manque que la volonté politique, et nous comptons sur vous pour convaincre l'ensemble des députés qui siègent à l'Assemblée nationale du Québec d'aller en ce sens.

Francis Bouffard pour le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (SCCCUQAT)

Frédérique Godefroid pour le Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (SEECAT)